

## **Visite au Canada**

**du**

**Président de la  
République orientale de l'Uruguay  
Luis Alberto Lacalle Herrera**

**Du 16 au 19 mai 1991**

**Cahier de presse**

**Visite au Canada**

**du**

**Président de la  
République orientale de l'Uruguay  
Luis Alberto Lacalle Herrera**

**Du 16 au 19 mai 1991**

43.260.657



Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

*Imprimé sur du  
papier recyclé*



*Printed on  
recycled paper*

## Table des matières

|                                                                    |    |
|--------------------------------------------------------------------|----|
| Le Président Luis Alberto Lacalle Herrera                          | 1  |
| Le ministre des Affaires étrangères<br>Hector Gros Espiell         | 3  |
| Le Premier ministre Brian Mulroney                                 | 5  |
| La secrétaire d'État aux Affaires extérieures<br>Barbara McDougall | 7  |
| Le commerce entre le Canada et l'Uruguay                           | 9  |
| L'économie de l'Uruguay                                            | 10 |
| L'Organisation des États américains (OEA)                          | 11 |
| Aperçu général de l'Uruguay                                        | 12 |
| Fiche documentaire sur l'Uruguay                                   | 14 |

## Le Président Luis Alberto Lacalle Herrera

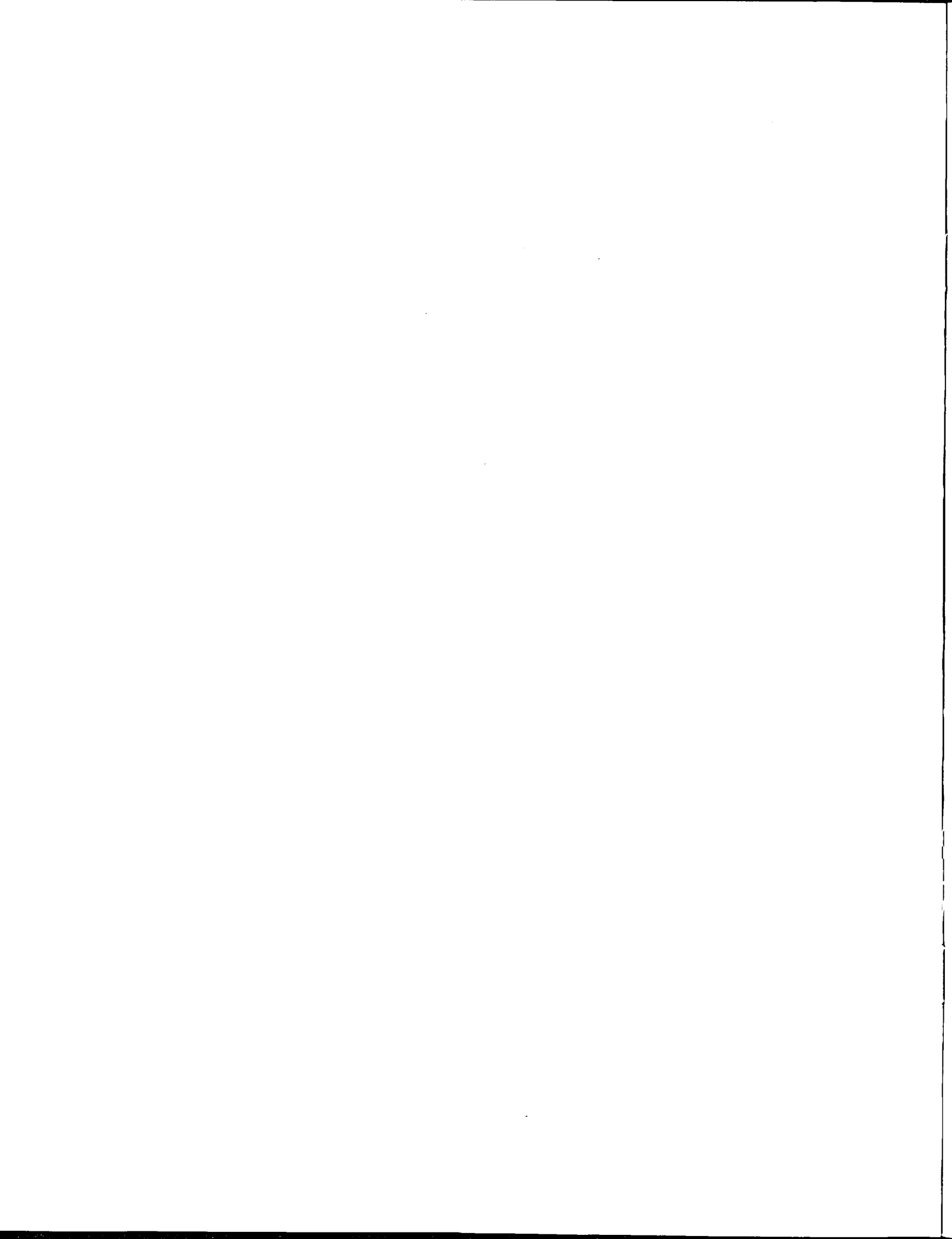
M. Luis Alberto Lacalle Herrera est né à Montevideo le 13 juillet 1941. Il a fait ses études à l'école Windsor et au Collège des Jésuites avant d'obtenir sa licence en droit de l'Universidad de la República, à Montevideo, en 1974.

Dès l'adolescence, M. Lacalle Herrera s'est joint au parti Blanco et en 1971, il a été élu au Congrès. La première phase de sa vie politique a pris fin en 1973, quand un gouvernement dominé par les militaires a suspendu le Congrès et l'a emprisonné brièvement, de même que des centaines d'autres prisonniers politiques. Ouvertement opposé à la junte militaire, il a fondé un journal clandestin dont l'armée a fait arrêter la parution au bout de quatre jours.

En 1980, M. Lacalle Herrera a été nommé directeur du parti Blanco et, en 1984, il est devenu sénateur. Il s'est consacré aux dossiers des finances, des transports et des travaux publics. Parallèlement, il animait une émission de radio intitulée « Patrie et parti ». En 1987, il a été nommé vice-président du Sénat. En novembre 1989, il a remporté l'élection présidentielle et il est entré en fonction le 1<sup>er</sup> mars 1990.

Le Président Lacalle Herrera est marié avec Maria Julia de Lacalle Herrera. Ils ont trois enfants, Pilar, Luis Alberto, et Juan José.





**Le ministre  
des Affaires étrangères  
Hector Gros Espiell**

M. Hector Gros Espiell est né le 17 septembre 1926 à Montevideo. Il a reçu en 1952 son diplôme en droit et en sciences sociales de l'Universidad de la República. De 1959 à 1963, il a été professeur de droit à l'Université de Montevideo et rédacteur à *La Tribuna*, un journal local.

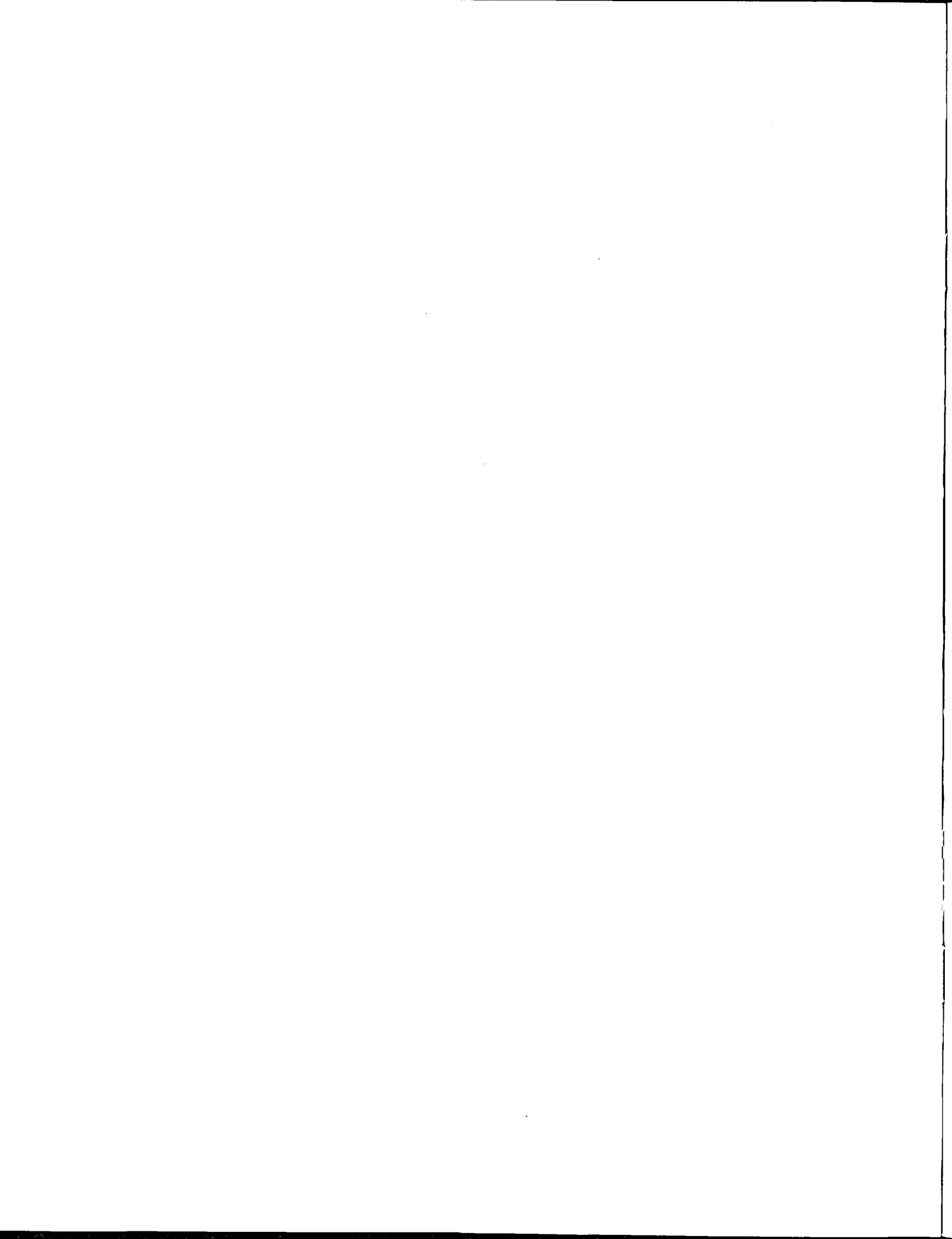
En 1963, il est entré au ministère des Affaires étrangères et a été ambassadeur de 1964 à 1973. Pendant cette période, il a représenté l'Uruguay à l'Assemblée générale de l'ONU et à l'Assemblée générale de l'OEAS.

De 1967 à 1972, il a été le représentant permanent de l'Uruguay à l'ONU et aux agences de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), à Genève. En raison de son intérêt pour le droit international, il a été nommé secrétaire général de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlateloco), fonction qu'il a assumée de 1973 à 1981. M. Gros Espiell a aussi représenté son pays à de nombreuses conférences des Nations Unies qui traitaient surtout des droits de la personne.

Avant de devenir ministre des Affaires étrangères, il était directeur de l'Institut interaméricain des droits de la personne, à San José (Costa Rica). Il a aussi été juge à la Cour interaméricaine des droits de la personne.

M. Gros Espiell et son épouse, née Mercedes Cibils Puig, ont deux enfants, Maria et Hector Guillermo.







## Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

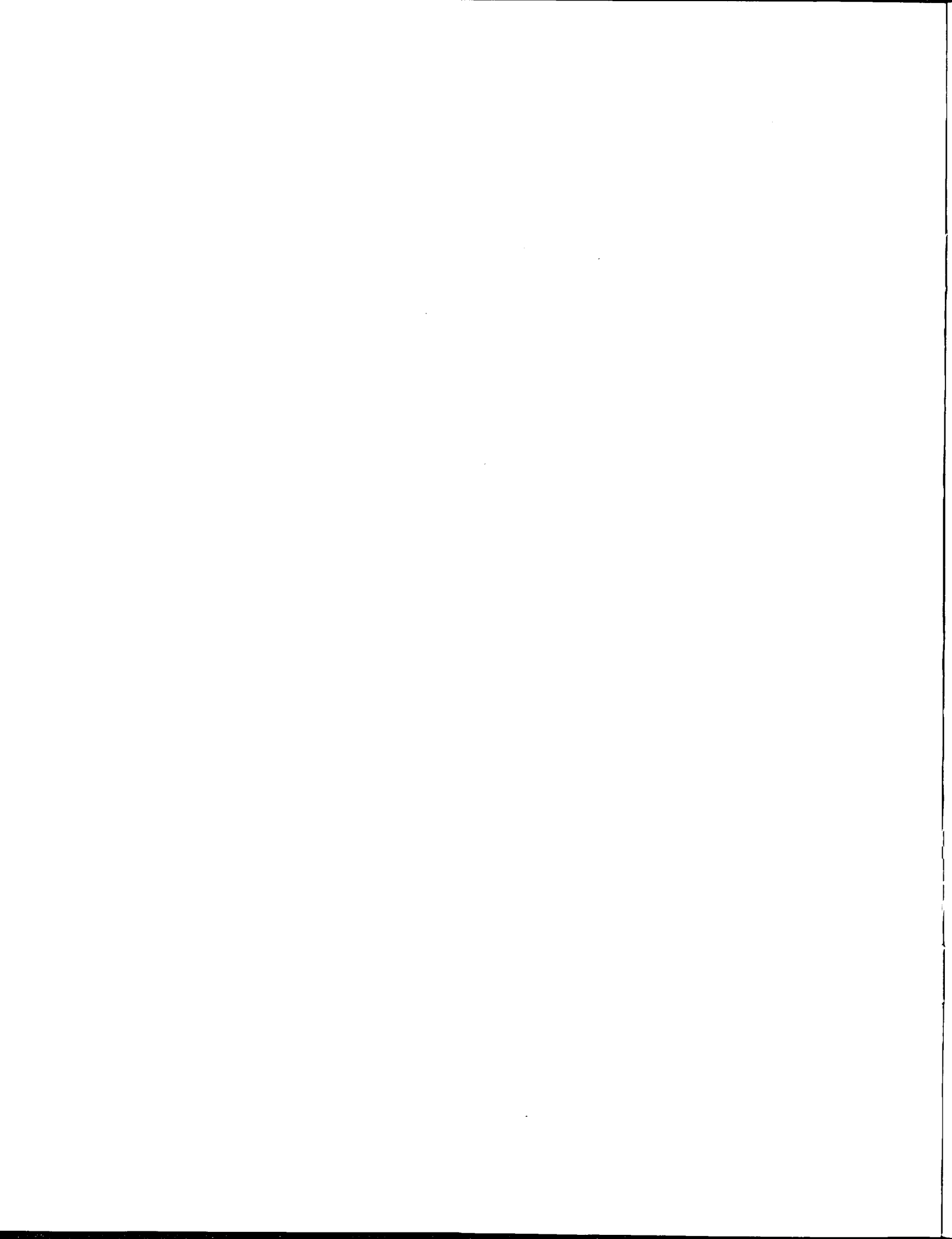
M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.



**La secrétaire d'État  
aux Affaires extérieures  
Barbara McDougall**

M<sup>me</sup> Barbara McDougall est née à Toronto en 1937 et elle a obtenu un baccalauréat ès arts avec spécialisation en sciences politiques et en économie à l'Université de Toronto. Elle est analyste financière agréée.

Elle a commencé sa carrière professionnelle dans une banque, en tant qu'analyste économique. Elle a ensuite été analyste de marchés et chroniqueuse financière dans les journaux et à la télévision. De 1964 à 1974, M<sup>me</sup> McDougall a été analyste de placements spécialisée dans les produits forestiers, à Vancouver.

De 1974 à 1976, elle a exercé les fonctions de gestionnaire de placements et, de 1976 à 1981, elle a été vice-présidente d'une compagnie d'opérations boursières. De 1982 jusqu'à son entrée en 1984 sur la scène politique fédérale, M<sup>me</sup> McDougall a été directrice exécutive du Conseil canadien des analystes financiers et consultante en matière de finances et d'affaires gouvernementales.

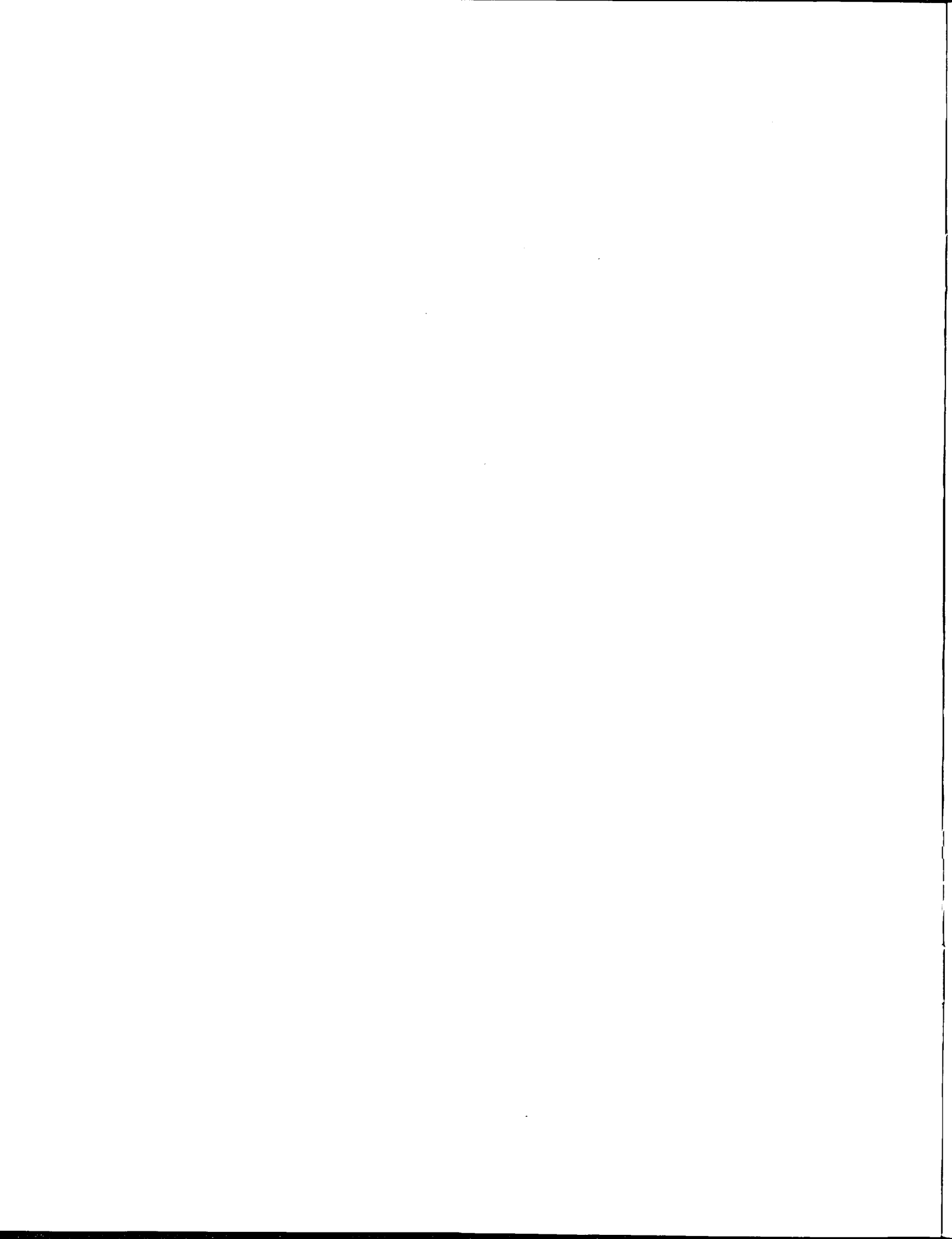
M<sup>me</sup> McDougall a été élue au Parlement pour la première fois en septembre 1984 dans la circonscription de St. Paul's, de Toronto. Elle a été réélue dans la même circonscription en novembre 1988.

Elle a été nommée ministre d'État aux Finances en septembre 1984 et en juin 1986, ministre d'État à la Privatisation et ministre responsable de la Condition féminine; en août de la même année, elle accédait au poste de ministre responsable des Affaires réglementaires.

En mars 1988, M<sup>me</sup> McDougall a été nommée ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elle a occupé cette fonction jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en avril 1991.



M<sup>me</sup> McDougall a été présidente de la campagne de souscription de l'Armée du Salut, à Toronto, et elle a siégé au conseil d'administration d'organismes donnant des connaissances pratiques élémentaires et s'occupant de personnes âgées. Elle a aussi été conseillère bénévole à la prison provinciale des femmes de Oakhalla et vice-présidente de la Société Elizabeth Fry de Colombie-Britannique.



## Le commerce entre le Canada et l'Uruguay

L'Uruguay n'a jamais été un grand partenaire commercial du Canada, et celui-ci y investit peu. La privatisation des entreprises étatiques et la mise en place d'une véritable économie de marché progressent lentement car le président Lacalle Herrera rencontre une certaine résistance aux réformes qui sont pourtant acceptées ailleurs en Amérique latine.

Grâce à divers ajustements structurels, l'Uruguay s'est remis de la grave récession de 1982-1985. Ainsi en 1986-1987, son Produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 6,7 %, mais il a chuté à 0,9 % environ en 1990, malgré un bon niveau d'exportations.

Le ralentissement de la croissance du PIB s'explique par des conflits de travail prolongés dans certains secteurs importants, une grave sécheresse et la situation défavorable de l'économie des pays voisins. Ces problèmes ont également contribué à une poussée du taux d'inflation, qui a atteint 128 % environ en 1990.

La petite taille du marché local et les différences entre l'économie de nos deux pays font que nos échanges bilatéraux sont limités et très cycliques. Grâce à l'expansion de l'économie uruguayenne au milieu des années 1980, les exportations canadiennes, quoique fluctuantes, ont rapidement augmenté, passant de 5,1 millions \$ seulement en 1985 à 26 millions \$ en 1989, avant de chuter à 19 millions \$ en 1990.

Le Canada exporte en Uruguay surtout des pommes de terre de semence, du papier journal et du soufre. En fait, les exportations dépendent des fluctuations du prix des denrées et du pouvoir d'achat de l'Uruguay. Les importations canadiennes en provenance de l'Uruguay se chiffraient à 79 millions \$ en 1989 et à 45 millions \$ en 1990, les principaux produits importés étant l'or, les lainages et le cuir.

Le Canada désire intensifier ses relations commerciales avec l'Uruguay. En septembre 1986, une délégation de gens d'affaires accompagnait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans ce pays; puis, en février 1989, le gouverneur général Jeanne Sauvé s'y rendait à son tour.

Il y a des débouchés en Uruguay pour les exportateurs canadiens dans des domaines spécialisés tels l'agro-alimentaire, la foresterie et les mines. L'Uruguay compte agrandir son infrastructure énergétique et son réseau de télécommunications, ce qui offrira au Canada une bonne occasion de vendre des biens d'équipement.

L'Uruguay a l'intention de privatiser les sociétés nationales de téléphone et de gaz naturel et sa compagnie aérienne, ce qui pourrait également offrir aux sociétés canadiennes d'autres possibilités intéressantes dans les services de consultation ou même dans les investissements en actions.

Bien qu'actuellement, le gouvernement uruguayen s'emploie à juguler l'inflation en réduisant les dépenses publiques, il lui faudra néanmoins chercher à obtenir des capitaux étrangers et accéder à de nouvelles technologies s'il veut élargir et moderniser son infrastructure industrielle.

Les entreprises canadiennes auront plus de chances de pénétrer le marché uruguayen si elles concluent des accords de licence ou si elles créent des entreprises conjointes, pratiques courantes en Amérique latine.

## L'économie de l'Uruguay

L'économie uruguayenne a connu une brève reprise en 1986-1987, mais sa croissance s'est de nouveau ralentie; son taux de croissance était d'environ 0,9 % en 1990. Le taux d'inflation annuel a grimpé à 89 % environ en 1989, et a atteint 128 % en 1990. Cependant, un redressement de la situation est peut-être en vue puisque le gouvernement prévoit un taux de 50 % pour 1991.

Réduire l'inflation demeure une priorité du gouvernement. Des chiffres récents donnent à penser qu'il pourra y parvenir. En effet, les deux principaux partenaires commerciaux de l'Uruguay, le Brésil et l'Argentine, ont connu en 1990, une inflation galopante (près de 1 800 % et 1 400 % respectivement) et les efforts déployés par l'Argentine en mars 1991 pour stabiliser sa monnaie devraient avoir une incidence positive sur l'économie de l'Uruguay comme, du reste, la saison touristique exceptionnelle qu'il a connue en 1990.

Le niveau de vie en Uruguay allant se détériorant, une partie de la population s'est appauvrie. En 1990, le prix des denrées alimentaires a augmenté de plus de 130 %, alors que les salaires réels dans les secteurs public et privé ont chuté de plus de 15 % et 2,4 % respectivement. Cela a entraîné une baisse considérable des achats et a par contre-coup, affaibli encore plus l'économie du pays.

Le conflit du Moyen-Orient a été très préjudiciable à l'Uruguay. Avant la crise du Golfe, près de 60 % de la production de viande du pays était exportée vers l'Irak. Pendant la première phase de la crise, le prix de l'essence a augmenté de 43 % en Uruguay à cause de la hausse des cours mondiaux du pétrole. Ensuite, ces cours se sont stabilisés, au grand soulagement de l'Uruguay.

Les importations sont restées stables en 1990, mais les exportations ont augmenté de 150 millions \$US, d'où une balance commerciale excédentaire de 375 millions \$US. Les réserves internationales du pays ont baissé de 16 millions \$US.

En février 1991, l'Uruguay a signé avec ses banques créancières un accord sur la réduction de sa dette. Par cet accord, les banques privées renonçaient à une partie de leurs créances et la dette uruguayenne envers les banques commerciales était ramenée de 1,61 milliard \$US à 977 millions \$US.

Le 26 mars 1991, M. Lacalle Herrera a signé le Traité d'Asunción qui établit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995, un marché commun entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Ce marché commun, appelé « Mercosur », englobera plus de 190 millions de personnes.

Le traité prévoit la libre circulation des biens, des services et des moyens de production, ainsi que l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires, l'établissement d'un tarif extérieur commun et la coordination des politiques macro-économiques.

L'industrie uruguayenne sera, par la force des choses, exposée à une concurrence considérable et l'on prévoit une période d'adaptation. Pour son premier accord international, le Mercosur envisage en priorité la signature d'un traité « à quatre plus un » avec les États-Unis. Ce traité exprimerait la volonté commune des parties de promouvoir le libre-échange, d'entretenir des relations multilatérales et une coopération économique plus étroites.

## L'Organisation des États américains (OEA)

L'Organisation des États américains (OEA) est la plus ancienne de toutes les organisations intergouvernementales régionales au monde. Créée en 1890 à la suite d'une série de conférences inter-américaines qui avait débuté en 1826, elle s'est plus tard structurée de façon officielle sous le nom d'Union panaméricaine. Elle a ensuite été réorganisée et elle a pris le nom d'Organisation des États américains lors de la signature de la Charte de Bogota, le 30 avril 1948.

L'OEA a pour objectifs fondamentaux de consolider la paix et la sécurité et de promouvoir la solidarité, le développement économique et social, l'indépendance et l'intégrité territoriale des États membres.

À l'heure actuelle, l'OEA compte trente-cinq États membres, dont le Canada et l'Uruguay. De ce nombre, douze sont des membres relativement nouveaux de pays anglophones des Antilles du Commonwealth. (Cuba compte parmi les États membres, mais son gouvernement actuel fait l'objet d'une suspension; les membres d'Amérique latine discutent périodiquement de sa réintégration.)

De 1972 jusqu'à ce qu'il devienne membre à part entière de l'OEA, le 8 janvier 1990, le Canada y a eu le statut d'observateur permanent et il était aussi membre à part entière de plusieurs organismes spécialisés du réseau interaméricain, notamment de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (PAIGH) et de la Conférence interaméricaine des télécommunications (CITEL).

En 1989, le Canada a annoncé qu'il verserait, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), durant les cinq années suivantes, une subvention de 1,3 million \$, pour appuyer les activités d'aide au développement de l'OEA. Les paiements contingents annuels du Canada s'élèvent actuellement à 6,3 millions \$, auxquels s'ajoute une contribution de 1,8 million \$ au Fonds de contributions volontaires de l'OEA.

En outre, l'ACDI cherche à s'entendre avec l'IICA et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) pour mettre sur pied des projets de coopération technique qui coûteront 2 millions \$ par an au Canada durant les quatre prochaines années.

Au cours de l'année qui a suivi son adhésion à l'OEA, le Canada a proposé la création de l'Unité de promotion de la démocratie. Il a participé étroitement et activement, au Nicaragua, à Haïti et au Salvador, aux programmes d'aide électorale et de surveillance des élections de l'Organisation.

Le Canada a également été élu à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD), il s'est joint à la Commission interaméricaine des femmes (CIM) et il siège au Groupe consultatif du Secrétaire général sur le système interaméricain, où il est représenté par le sénateur Gerald Ottenheimer.

## Aperçu général de l'Uruguay

### Population

La population est en majorité de race blanche et d'origine espagnole ou italienne. Les « mestizos » (métis) représentent 8 % de la population alors que la population amérindienne a, en grande partie, été décimée. L'espagnol est la langue officielle. La plupart des Uruguayens sont catholiques romains.

En 1990, l'Uruguay comptait 3,094,214 habitants, un accroissement démographique de 0,7 % seulement depuis 1980. Le pays a une population majoritairement urbaine (85 %). L'Uruguay n'a donc pas connu le problème d'un brusque exode rural, phénomène qui se produit souvent dans les pays ayant des problèmes économiques.

La détérioration de la situation économique a rendu la vie très difficile pour beaucoup d'Uruguayens. Les prix ne cessent d'augmenter, les salaires réels baissent et le taux de chômage grimpe de façon dramatique. Le gouvernement a créé un Fonds d'urgence à l'investissement social chargé de distribuer à des projets précis l'argent versé par des donateurs.

### Histoire

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Espagnols se sont emparés des postes portugais en Uruguay, ce qui a mis fin à leur tentative de s'implanter au pays. De 1726 à 1814, le pays fait partie de l'Amérique latine espagnole; il connaît bien des vicissitudes pendant les guerres d'indépendance. En 1814, les armées de la Confédération argentine prennent la capitale et annexent la province. Par la suite, les Portugais reconquirent le pays qui devient une province du Brésil.

En 1825, l'Uruguay se libère du joug brésilien. Il s'ensuit une guerre entre l'Argentine et le Brésil qui se termine grâce à la médiation du Royaume-Uni. L'Uruguay accède à l'indépendance en 1828 et devient une république deux ans plus tard.

L'histoire de la jeune république est marquée par une guerre civile opposant deux partis politiques rivaux, les Colorados et les Blancos, qui sont toujours les deux principales formations politiques du pays. La longue période de troubles ne se termine qu'en 1903 avec l'élection d'un dirigeant Colorado, José Battle y Ordoñez, à la présidence de la république. Très vite, l'Uruguay acquiert la réputation d'un pays politiquement stable, doté d'une politique sociale avancée.

Cependant, au cours des derniers 30 ans, le pays a perdu sa prospérité d'antan et l'État-providence est devenu de plus en plus illusoire. La dictature militaire (1973-1985) a plongé le pays aux antipodes d'une longue tradition de démocratie et de progrès social.

L'armée a pris le pouvoir à un moment où le pays traversait de graves difficultés économiques et où la guérilla urbaine s'intensifiait. Les militaires ont exercé contre l'opposition une répression sévère, qui a donné lieu à des accusations de violation des droits de la personne. Sous le régime militaire, les dépenses publiques ont augmenté sans cesse et la situation économique s'est dégradée. De petits bidonvilles ont fait leur apparition dans les environs de Montevideo.

Au début des années 1980, on assiste à un retour progressif à la démocratie, mais la situation économique ne s'améliore pas. Aux élections de 1984, les Colorados l'emportent et M. J.M. Sanguinetti devient président. Ils sont battus en 1989 par les Blancos dirigés par le Président Lacalle Herrera.

### Gouvernement

En vertu de la Constitution, le président nomme un Conseil composé de 11 ministres et d'un secrétaire (Bureau de la Planification et du Budget); un vice-président préside le Congrès. L'Assemblée législative comprend une Chambre de députés formée de 99 membres et un Sénat composé de 30 membres (plus le vice-président). Ils sont élus pour cinq ans selon un système de représentation proportionnelle.



Actuellement, les Blancos détiennent 39 sièges sur 99 à la Chambre des députés et 13 sièges sur 31 au Sénat. Sitôt élu, le parti minoritaire de M. Lacalle Herrera a formé avec le parti Colorado un gouvernement de coalition, – connue sous le nom de « Coincidencia Nacional », – pour pouvoir faire adopter les réformes sociales jugées essentielles.

L'Uruguay compte 11 départements gouvernés par un Conseil départemental doté d'un pouvoir exécutif et par une Assemblée législative. Les membres des conseils et des assemblées sont élus au suffrage universel.

## Fiche documentaire sur l'Uruguay

### Généralités

|                          |                                              |
|--------------------------|----------------------------------------------|
| Superficie               | 176 230 km <sup>2</sup>                      |
| Population (1990)        | 3 094 214                                    |
| Densité de la population | 17,4/km <sup>2</sup>                         |
| Langue officielle        | Espagnol                                     |
| Groupes ethniques        | Espagnols, Italiens                          |
| Religion principale      | Christianisme, à majorité catholique romaine |
| Capitale                 | Montevideo (1 362 200 habitants en 1989)     |

### Situation politique

|                                  |                                  |
|----------------------------------|----------------------------------|
| Type de gouvernement             | Civil, démocratique, républicain |
| Chef de l'État                   | M. Luis Alberto Lacalle Herrera  |
| Ministre des Affaires étrangères | M. Hector Gros Espiell           |

### Économie

|                                      |                                                                                                |
|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PIB par habitant (1989)              | 2 730 \$US                                                                                     |
| Taux de croissance économique (1990) | 0,9 % (est.)                                                                                   |
| Taux d'inflation (IPC)(1990)         | 128 %                                                                                          |
| Dette extérieure totale (1989)       | 3,8 milliards \$US (récemment, le pays a bénéficié d'une remise de dette de 1,6 milliard \$US) |

### Dette envers le Canada

|                                                                           |                                |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| Banques commerciales                                                      | 60 millions \$CAN              |
| Société pour l'expansion des exportations et Commission canadienne du blé | Aucune                         |
| Aide publique au développement (1989-1990)                                | 2,5 millions \$CAN             |
| Réserves en devises (1990)                                                | 466 millions \$US              |
| Taux de chômage (1990)                                                    | 9 %                            |
| Taux de change (mars 1991)                                                | 1 \$CAN = 1 515 nouveaux pesos |

### Commerce extérieur (en millions \$US)

|                        | 1988    | 1989    | 1990  |
|------------------------|---------|---------|-------|
| Total des exportations | 1 404,5 | 1 598,8 | 1 650 |
| Total des importations | 1 176,9 | 1 195,9 | 1 275 |
| Excédent commercial    | 227,6   | 402,9   | 375   |

Principaux débouchés (1989 - % moyen) Brésil 27,7 %; CE 22,7 %; États-Unis 11,1 %; Argentine 4,9 %

Principaux fournisseurs (1989 - % moyen) Brésil 25,8 %; CE 19,3 %; Argentine 15,6 %; États-Unis 9,6 %

**Commerce avec le Canada (en millions \$CAN)**

|                        | <i>1988</i> | <i>1989</i> | <i>1990</i> |
|------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Importations du Canada | 11,3        | 25,9        | 19,3        |
| Exportations au Canada | 11,1        | 79,2        | 45,4        |
| Balance commerciale    | +0,2        | -53,3       | -26,1       |

Principales exportations de l'Uruguay à destination du Canada (1990)

Or sous forme brute (non monétaire), lainages; cuir, sacs à mains, portefeuilles; oranges, mandarines, citrons, limes, frais ou séchés; graines, trèfle et plantes fourragères.

Principales importations de l'Uruguay en provenance du Canada (1990)

Pommes de terre de semence; papier journal, papier, récipients en bois; soufre brut ou non raffiné; pellicules de plastique et feuilles de polyéthylène; machines pour travailler les fils métalliques.

**Aide canadienne**

En 1989-1990, l'aide fournie par le Canada, y compris celle d'organismes multilatéraux, s'élevait à 2,5 millions \$CAN. L'ambassade du Canada administre un fonds de 350,000 \$ pour des projets d'initiatives locales.

**Représentation canadienne**

Début des relations diplomatiques

Le 27 février 1951

Mission diplomatique

Ambassade du Canada à Buenos Aires (11 personnes du corps diplomatique et 33 employés locaux)



DOCS

CA1 EA 91V34 EXF

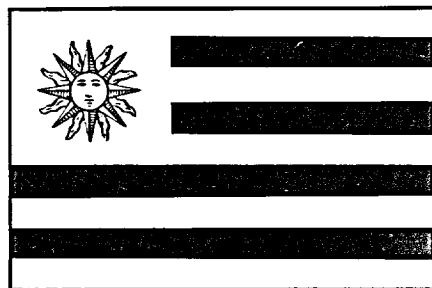
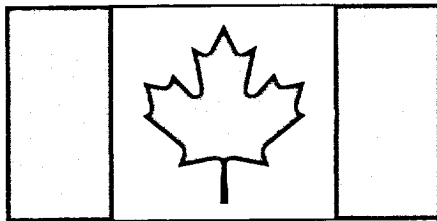
Visit to Canada by Luis Alberto  
Lacalle Herrera, President of the  
Oriental Republic of Uruguay : May  
16-19, 1991. --

43260653

doc  
CA1  
EA  
91V34  
EXF

482

b2394650(E)  
b2394662(F)



## **Visit to Canada**

by

**Luis Alberto Lacalle Herrera  
President of the  
Oriental Republic of Uruguay**

**May 16-19, 1991**

**Briefing Book**

# Visit to Canada

by

**Luis Alberto Lacalle Herrera**  
**President of the**  
**Oriental Republic of Uruguay**

**May 16-19, 1991**

NON - CIRCULANT  
CONSULTER SEUL

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

NOV 6 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

43-260-653



External Affairs and  
International Trade Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

*Printed on  
recycled paper*



*Imprimé sur du  
papier recyclé*

## Contents

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| President Luis Alberto Lacalle Herrera                       | 1  |
| Minister of External Relations<br>Dr. Hector Gros Espiell    | 3  |
| Prime Minister Brian Mulroney                                | 5  |
| Secretary of State for External Affairs<br>Barbara McDougall | 7  |
| Canada-Uruguay Trade                                         | 9  |
| Uruguay: Economy                                             | 10 |
| Organization of American States (OAS)                        | 11 |
| Uruguay: Background                                          | 12 |
| Uruguay: Fact Sheet                                          | 14 |



President  
Luis Alberto Lacalle Herrera

Luis Alberto Lacalle Herrera was born in Montevideo on July 13, 1941. He was educated at Windsor school and the Jesuit High School before obtaining a law degree from the Universidad de la República in Montevideo in 1974.

Mr. Lacalle Herrera joined the Blanco Party as a teenager and was elected to congress in 1971. The first phase of his political life ended in 1973 when the military-dominated government closed congress and briefly detained him, along with hundreds of other political prisoners.

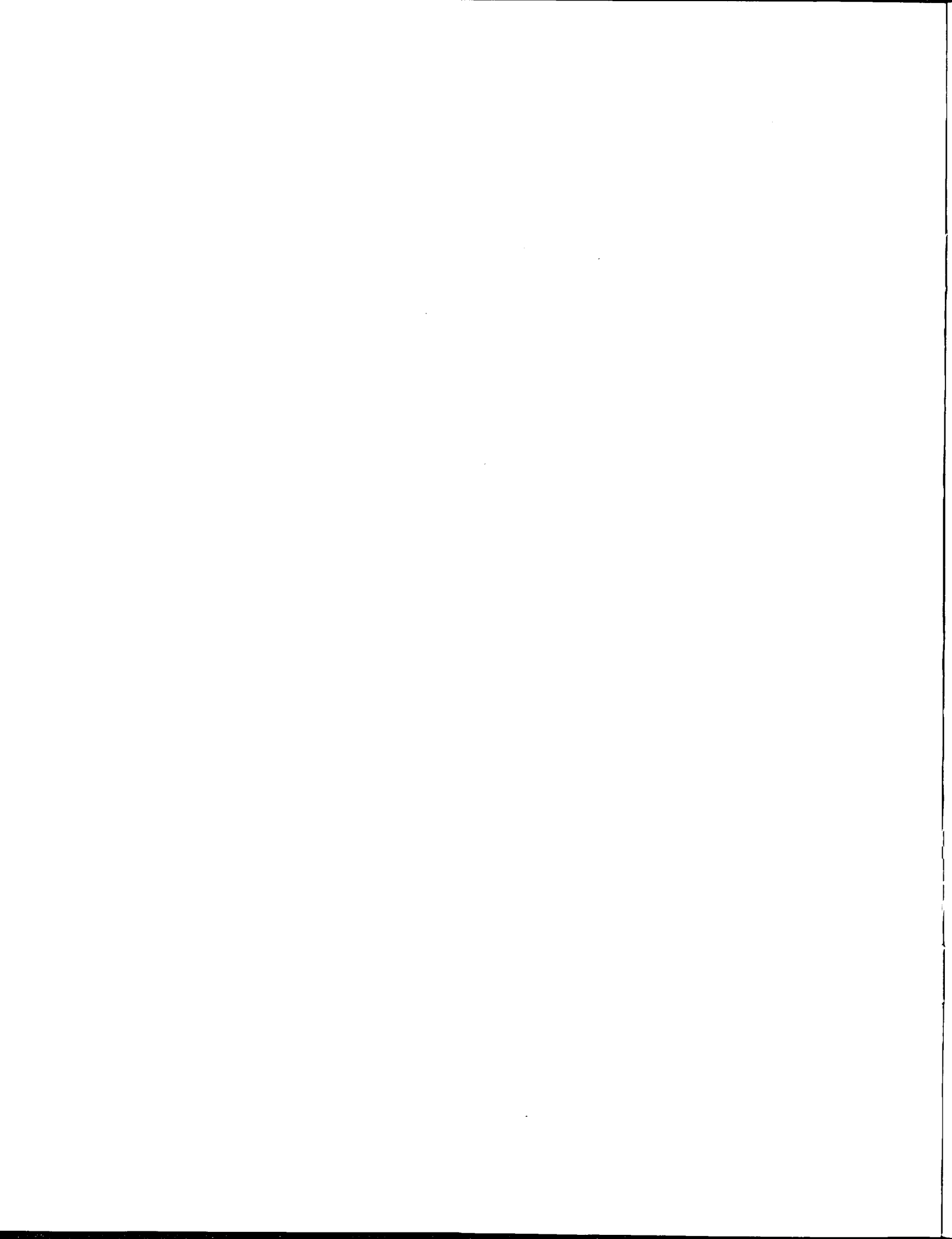
A vocal opponent of the military regime, Mr. Lacalle Herrera founded a clandestine newspaper that was closed by the authorities after four days.

In 1980, Mr. Lacalle Herrera was appointed director of the Blanco Party and in 1984 he became a senator. He devoted himself to finance, transport, and public works issues. At the same time he ran his own radio program, "Country and Party."

Mr. Lacalle Herrera was named vice-president of the senate in 1987. He won the November 1989 presidential elections and took office on March 1, 1990.

President Lacalle Herrera is married to Maria Julia de Lacalle Herrera. They have three children: Pilar, Luis Alberto, and Juan José.





Minister of External Relations  
Dr. Hector Gros Espiell

Dr. Hector Gros Espiell was born on September 17, 1926, in Montevideo. He obtained a degree in law and social sciences in 1952 from the Universidad de la República.

From 1959-1963, Dr. Gros Espiell taught law at the University of Montevideo and was an editor of *La Tribuna*, a local paper.

He joined the foreign ministry in 1963 and served as ambassador from 1964 to 1973. During this period he was Uruguay's representative to the United Nations General Assembly and the Organization of American States General Assembly.

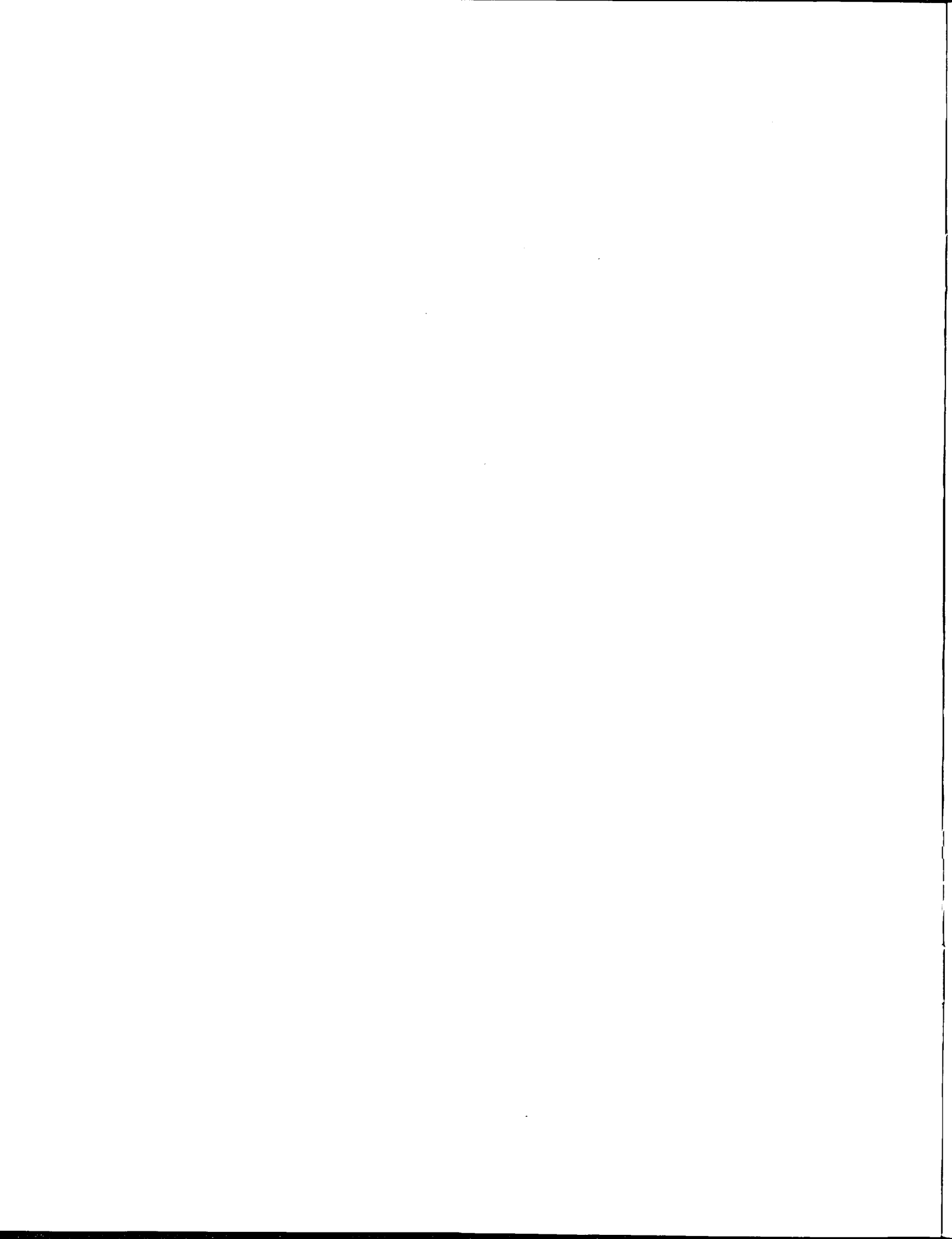
From 1967 to 1972, Dr. Gros Espiell was Uruguay's permanent representative for United Nations and General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) agencies in Geneva.

Dr. Gros Espiell's interest in international law led him to the post of secretary general for the Agency for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America (Tlateloco Treaty) from 1973-1981. He has also represented his country at numerous United Nations conferences with particular emphasis on human rights.

Prior to becoming minister of external relations, Dr. Gros Espiell was director of the Inter-American Institute for Human Rights in San José, Costa Rica. He has also served as a judge of the Inter-American Court of Human Rights.

Dr. Gros Espiell is married to the former Mercedes Cibils Puig and has two children: Maria, and Hector Guillermo.





## Prime Minister Brian Mulroney

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

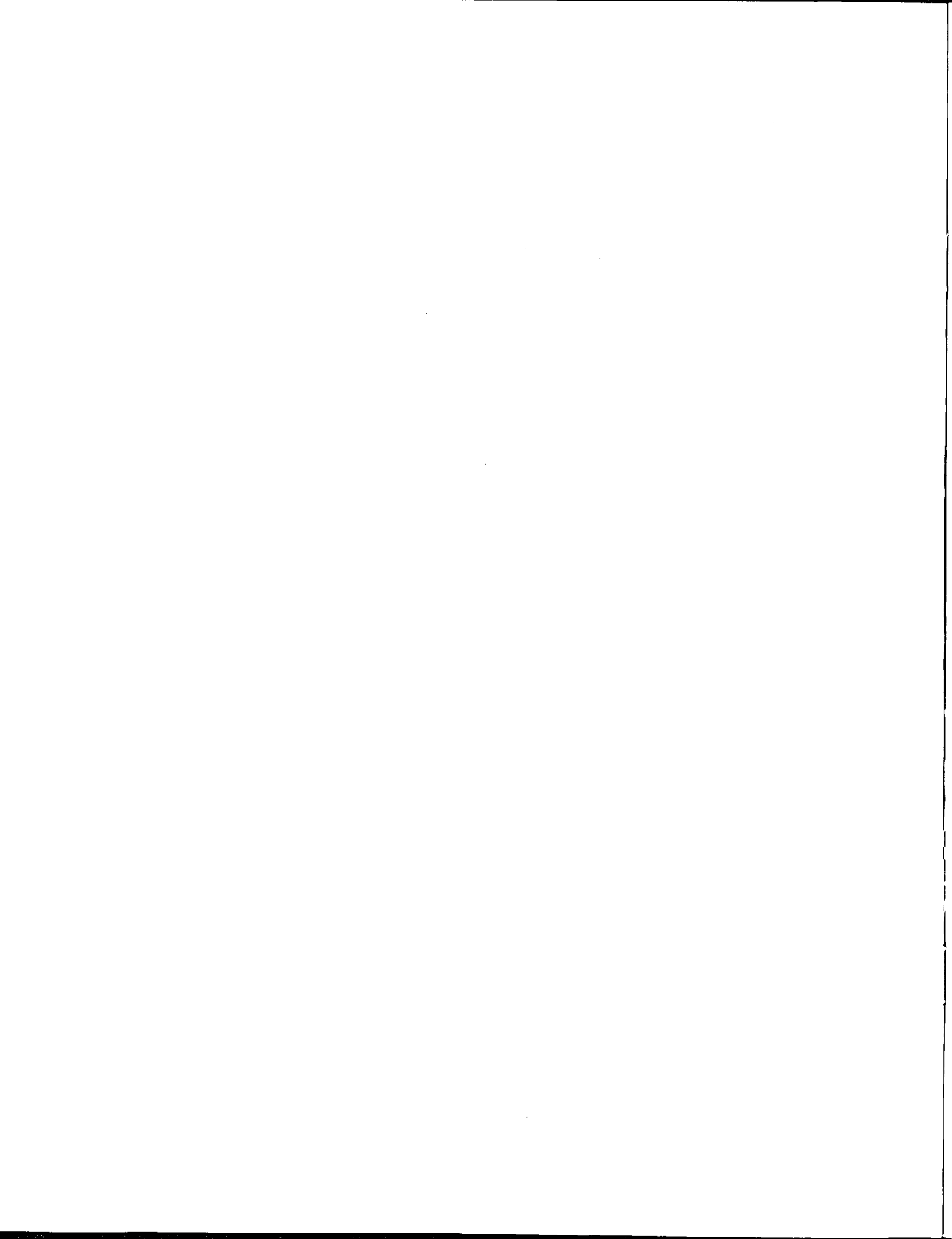
Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.



**Secretary of State  
for External Affairs  
Barbara McDougall**

Born in Toronto in 1937, Barbara McDougall studied political science and economics at the University of Toronto, where she obtained a bachelor of arts (honours) degree. She is also a chartered financial analyst.

Mrs. McDougall began her professional career as an economic analyst in banking. She later worked as a market research analyst and as a print and television business journalist. From 1964 to 1974, Mrs. McDougall was an investment analyst in Vancouver, where she specialized in the forest products industry.

From 1974 to 1976, Mrs. McDougall managed portfolio investments; and from 1976 to 1981, she was vice-president of a securities firm. From 1982 until entering federal politics in 1984, Mrs. McDougall was executive director of the Canadian Council of Financial Analysts and a government affairs and financial consultant.

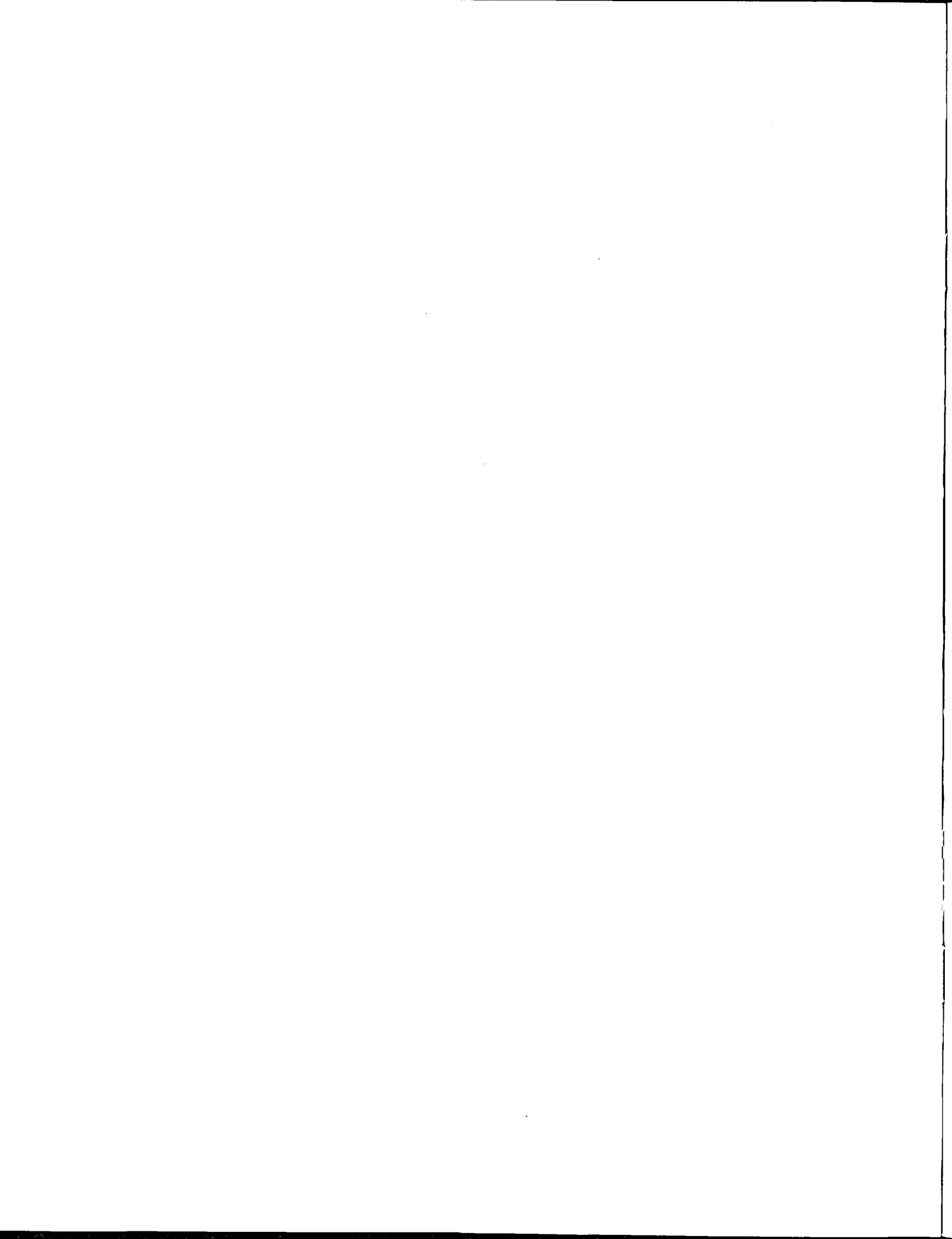
Mrs. McDougall was first elected to Parliament in September 1984, representing the Toronto riding of St. Paul's. She was re-elected in the same riding in November 1988.

In September 1984, Mrs. McDougall was appointed minister of state (finance). In June 1986 she was appointed minister of state (privatization) and minister responsible for the status of women; and in August of that year she was named minister responsible for regulatory affairs.

In March 1988, Mrs. McDougall was appointed minister of employment and immigration. She held that portfolio until her appointment in April 1991 as secretary of state for external affairs.



Mrs. McDougall has chaired the Salvation Army Red Shield Appeal in Toronto and was a director of organizations providing life skills training and serving senior citizens. She has also devoted time as a counsellor to the Oakhalla Provincial Prison for Women and served as a vice-chairperson of the Elizabeth Fry Society of British Columbia.





## Canada-Uruguay Trade

Uruguay has not been a major trading partner of Canada, and Canadian investment there is low. The process of privatization and market orientation of the economy is proceeding slowly as President Lacalle Herrera faces opposition to reforms being accepted elsewhere in Latin America.

Uruguay recovered from the deep recession of 1982-85 as a result of structural changes. Its gross domestic product (GDP) grew at an annual rate of 6.7% in 1986-87 but deteriorated in 1990 to 0.9%, despite an excellent export performance.

The lower GDP growth is explained by protracted labour disputes in some important sectors, a severe drought, and adverse economic developments in neighbouring countries. These problems also contributed to an acceleration of the rate of inflation to about 128% in 1990.

The small demographic size of the Uruguayan market and the divergence of our two economies results in a limited and highly cyclical bilateral trade pattern. As the Uruguayan economy expanded during the mid-1980s, Canadian exports to Uruguay, though volatile, increased rapidly from only \$5.1 million in 1985 to \$26 million in 1989 before falling off to \$19 million in 1990.

Canadian exports to Uruguay are dominated by commodities such as seed potatoes, newsprint and sulphur. Export figures depend on commodity market price variability and Uruguayan buying power. Canadian imports from Uruguay were valued at \$79 million in 1989 and \$45 million in 1990; gold, worsted and woollen fabrics, and leather were the main products.

There is growing Canadian interest in increased commercial activity. A business delegation accompanied the secretary of state for external affairs to Uruguay in September 1986 and Governor General Jeanne Sauvé visited Uruguay in February 1989.

Opportunities continue for Canadian exporters in specialized areas such as the agro-food industry, forestry and mining. Uruguayan plans to expand energy and telecommunications networks also offer good opportunities to sell equipment.

Uruguay's plans to privatize the national telephone and gas utilities and the state airline may bring opportunities in consulting services and equity investments for Canadian firms.

Although the government of Uruguay is concentrating today on controlling inflation by reducing public spending, it will eventually need to search for foreign capital and new technologies to expand and modernize its industrial base.

As is common in Latin America, Canadian firms have better success gaining a foothold in the market if they consider licensing or joint ventures.

## Uruguay: Economy

The Uruguayan economy grew for a short time in 1986-87 but has returned to low growth since then. It grew an estimated 0.9% in 1990. The annual inflation rate increased to approximately 89% in 1989 and 128% in 1990. A turnaround may be in the offing as the government is predicting a 50% rate for 1991.

Reducing inflation remains a priority for the government. Recent figures indicate a credible performance given the fact that in 1990 both major trading partners, Brazil and Argentina, experienced high inflation (almost 1,800% and 1,400% respectively). The March 1991 currency stabilization efforts in Argentina should prove beneficial for Uruguay, as should a record tourist season in 1990.

With the standard of living in Uruguay continuing to deteriorate, some of the population is impoverished. In 1990, food price increases exceeded 130% while public and private real wages dropped by over 15% and 2.4% respectively. This led to a sharp reduction in purchases which further weakened the economy.

Events in the Middle East proved particularly disadvantageous for Uruguay. Nearly 60% of the country's meat production used to go to Iraq. Higher international oil prices caused a 43% rise in gas prices in Uruguay during the early phase of the Gulf crisis. Their subsequent stabilization is welcome news for Uruguay.

Imports were stable in 1990 but exports rose by US\$150 million, resulting in a positive trade balance of US\$375 million. International reserves decreased by US\$16 million.

In February 1991 Uruguay signed a debt reduction agreement with creditor banks. The agreement reduced Uruguay's debt with private sector banks from US\$1.61 billion to US\$977 million.

President Lacalle Herrera signed the Treaty of Asunción on March 26, 1991. The treaty establishes, as of January 1, 1995, a common market between Argentina, Brazil, Paraguay and Uruguay. The common market is known as Mercosur. It will include over 190 million people.

The treaty allows for the free movement of goods, services and factors of production, the elimination of tariff and non-tariff barriers, the establishment of a common external tariff and the co-ordination of macroeconomic policies.

Uruguayan industry will be exposed to significant competition and a period of adjustment is foreseen. A high priority for the Mercosur's first international agreement is a "four-plus-one treaty" with the United States. The treaty would express the desire of the parties to act jointly for free trade, the development of relations and closer economic co-operation.

## Organization of American States (OAS)

The Organization of American States (OAS) is the oldest regional organization in the world. Originally established in 1890 following a series of inter-American conferences beginning in 1826, it became more formally structured as the Pan-American Union. It was reorganized and renamed the Organization of American States with the signing of the Charter of Bogota on April 30, 1948.

The fundamental purposes of the OAS are to strengthen peace and security and to promote solidarity, economic and social development, independence and territorial integrity of the member states.

At present, there are 35 member states, including Canada and Uruguay. Twelve of the 35 are relatively new English-speaking members from the Commonwealth Caribbean. (Cuba is a member state, but its present government has been suspended; periodically, Latin American members discuss reinstating Cuba to normal status.)

From 1972 until becoming a full member on January 8, 1990, Canada had permanent observer status at the OAS and was a full member of several specialized agencies of the inter-American system, notably the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture (IICA), the Pan-American Institute of Geography and History (PAIGH), and the Inter-American Committee on Telecommunications (CITEL).

In 1989, the Canadian International Development Agency (CIDA) announced a five-year, \$1.3 million grant to support OAS development assistance activities. Canada's annual quota payment is currently \$6.3 million plus a \$1.8 million contribution to the OAS Voluntary Fund.

In addition, CIDA is pursuing arrangements with IICA and the Pan-American Health Organisation (PAHO) for technical co-operation projects that will cost Canada about \$2 million a year for four years.

During its first year as an OAS member, Canada proposed the creation of the Unit for Promotion of Democracy. Canada has also been a major participant in the electoral assistance and election-monitoring programs of the OAS in Nicaragua, Haiti and El Salvador.

As well, Canada was elected to the Inter-American Drug Abuse Control Commission (CICAD), has joined the Inter-American Commission of Women (CIM), and is represented by Senator Gerald Ottenheimer in the Secretary General's Consultative Group on the Inter-American System.

## Uruguay: Background

### People

The population is almost entirely white, mainly of Spanish and Italian descent; the "mestizos" account for 8% of the population. No Indian population has survived. Spanish is the national language and most Uruguayans are Roman Catholics.

The population in 1990 was 3,094,214, having grown at only 0.7% since 1980. The country is notable for its high proportion of urban dwellers. Approximately 85% of the people live in towns. Uruguay has thus avoided the problem of a sudden rural exodus, a phenomenon often found in countries experiencing economic problems.

The deteriorating economic situation in Uruguay has meant considerable hardship for many of its people. Prices have been increasing steadily, real wages declining and unemployment rising dramatically. The government has established the Emergency Social Investment Fund to allocate money obtained from donors to specific projects.

### History

Portuguese attempts at colonization ended in the early 18th century when their settlements were captured by the Spanish. From 1726-1814 the country formed part of Spanish South America and underwent many changes of fortune during the wars of independence. In 1814 the armies of the Argentine confederation captured the capital and annexed the province. However, it was afterwards recaptured by the Portuguese and became a province of Brazil.

In 1825, the country threw off Brazilian rule. This action led to war between Argentina and Brazil which was settled by the mediation of the United Kingdom. In 1828, Uruguay was declared an independent state; in 1830, a republic.

The republic's early history was dominated by a civil war between two rival political parties, the Colorados and the Blancos. They are still the two chief political entities.

The country only emerged from its long political turmoil in 1903 when the Colorado leader Jose Batlle y Ordoñez was elected president. Uruguay quickly became known for its political stability and advanced social legislation.

However, as the country's prosperity ebbed over the past 30 years, the welfare state has become increasingly fictitious. The 1973-1985 period of military dictatorship stood in sharp contrast to a long tradition of democracy and social progress.

The dictatorship emerged from severe economic deterioration and the growth of urban terrorism. Harsh oppression of the opposition led to accusations of human rights abuses. Under the military state, spending continued to rise while the economy eroded. Montevideo began to sprout a few small shanty towns.

The early 1980s saw a gradual return to democracy but the economy has not substantially improved. The Colorados under President Sanguinetti took power in the 1984 election. They were defeated in 1989 by the Blancos led by President Lacalle Herrera.

### Government

According to the constitution, the president appoints a council of 11 ministers and a secretary (Planning and Budget Office). A vice-president presides over congress. The legislature consists of a chamber of 99 deputies and a senate of 30 members (plus the vice-president). They are elected for five years by a system of proportional representation.

At present the Blancos hold 39 of 99 seats in the chamber and 13 of 31 in the senate. The Lacalle Herrera minority government quickly formed a coalition with the Colorado Party known as the "Coincidencia Nacional" to ensure passage of key social reforms.

Uruguay consists of 11 departments, each governed by a departmental council that exercises executive functions, and by a legislative assembly. Both the councils and the assemblies are elected by popular vote.

## Uruguay: Fact Sheet

### Basic data

|                    |                                            |
|--------------------|--------------------------------------------|
| Area               | 176,230 km <sup>2</sup>                    |
| Population (1990)  | 3,094,214                                  |
| Population density | 17.4 per km <sup>2</sup>                   |
| Official language  | Spanish                                    |
| Ethnic groups      | Spanish, Italian                           |
| Major religion     | Christianity, predominantly Roman Catholic |
| Capital            | Montevideo (population 1,362,200 in 1989)  |

### Politics

|                                |                                   |
|--------------------------------|-----------------------------------|
| Type of government             | Republic, civilian and democratic |
| President                      | Luis Alberto Lacalle Herrera      |
| Minister of external relations | Dr. Hector Gros Espiell           |

### Economy

|                             |                                                     |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------|
| Per capita GDP (1989)       | US\$2,730                                           |
| Economic growth rate (1990) | 0.9% (est.)                                         |
| Inflation rate (CPI)(1990)  | 128%                                                |
| Total external debt (1989)  | US\$3.8 billion (US\$1.6 billion recently forgiven) |

### Debt held by Canada

|                                                         |                          |
|---------------------------------------------------------|--------------------------|
| Commercial banks                                        | C\$60 million            |
| Export Development Corporation and Canadian Wheat Board | nil                      |
| Official Development Assistance (1989-90)               | C\$2.5 million           |
| Foreign reserves (1990)                                 | US\$466 million          |
| Unemployment rate (1990)                                | 9%                       |
| Currency (March 1991)                                   | C\$ = 1,515 nuevos pesos |

### Foreign trade

| (US\$ millions) | 1988    | 1989    | 1990  |
|-----------------|---------|---------|-------|
| Total exports   | 1,404.5 | 1,598.8 | 1,650 |
| Total imports   | 1,176.9 | 1,195.9 | 1,275 |
| Trade surplus   | 227.6   | 402.9   | 375   |

Major markets (1989 - % average) Brazil 27.7%, EC 22.7%, U.S. 11.1%, Argentina 4.9%

Major Suppliers (1989 - % average) Brazil 25.8%, EC 19.3%, Argentina 15.6%, U.S. 9.6%

**Trade with Canada**

| <i>(C\$ millions)</i> | <i>1988</i> | <i>1989</i> | <i>1990</i> |
|-----------------------|-------------|-------------|-------------|
| Imports from Canada   | 11.3        | 25.9        | 19.3        |
| Exports to Canada     | 11.1        | 79.2        | 45.4        |
| Balance               | +0.2        | -53.3       | -26.1       |

Major Uruguayan exports to Canada (1990)

Gold in unwrought forms (non-monetary); worsted and woollen fabrics; leather, handbags, billfolds and wallets; oranges, mandarins, lemons and limes, fresh or dried; seeds, clover and forage plants.

Major Uruguayan imports from Canada (1990)

Seed potatoes; newsprint, paper, wooden containers; sulphur, crude or unrefined; plastic film and sheet polyethylene; machines for working metal wire.

**Canadian aid**

In 1989-90, Canadian aid, including multilateral organizations, totalled C\$2.5 million. The embassy administers the \$350,000 Canada Fund for Local Initiatives.

**Canadian representation**

Diplomatic relations established  
Canadian Embassy, Buenos Aires

February 27, 1951  
11 Canadian diplomatic staff, 33 local staff